

Deux siècles d'activité autour du liège à la limite de l'Albret et des Landes de Gascogne

De George Sand qui, arrivant à Guillery en 1825, écrivait à son amie Zoé Leroy « Imaginez-vous, ma chère, un désert affreux, une lande désolée couverte d'arbres-liège », aux vestiges de l'industrie du liège d'aujourd'hui, il y a en Albret, plus précisément dans la basse vallée de la Gélise qui limite la lande, une tradition bouchonnière originale et durable. Elle naît de la présence, la culture et l'exploitation de chênes-liège. Pourtant, le développement considérable de cette industrie au XIX^e siècle révolutionne les conditions de la production : besoins et concurrence de lièges étrangers aboutissent à l'agonie de la production de lièges locaux, pendant que se développe une classe ouvrière bouchonnière nombreuse, une des premières à s'organiser dans le Lot-et-Garonne.

Dans l'histoire économique et sociale de l'Albret¹, la bouchonnerie tient donc une place essentielle. Elle est constitutive de cette dualité qui marque cette région, entre un Val de Gélise populaire, industriel et volontiers « progressiste » et un Val de Baïse plus « bourgeois » et conservateur.

I / LA PLUS VIEILLE INDUSTRIE DE L'ALBRET

Une origine lointaine

Les archives notariales fournissent les preuves de l'ancienneté de la production de liège dans la région. Par exemple, dans son étude sur « le chêne-liège et l'industrie des bouchons dans le Néracais² », Jean Tonnadre relève un contrat de vente de liège sur pied dans les forêts de Lisse et de Lausseignan en 1682, et un contrat de vente de 363 quintaux de liège brut en 1710 dont il est dit qu'il devra être « rendu à l'écluse de Lavardac », point de départ de la navigation sur la Baïse³. Par ailleurs, dans le minutier d'un notaire de Mézin⁴ figurent sept contrats de vente de liège entre 1701 et 1707, dont trois au même acheteur, Boucaut. Ces exemples pourraient être généralisés. Ils permettent deux conclusions : la production de liège en Albret remonte au moins au XVII^e siècle, probablement bien au-delà. Ce liège provient des forêts de chênes liège qu'on nomme en gascon surriers et qui occupent l'extrémité orientale du triangle de sable des landes que limite le val de Gélise.

Lors de sa tournée de 1782⁵, François de Paule Latapie, inspecteur des manufactures note que « deux lieues avant Nérac et toujours dans les sables on trouve tout à coup les campagnes couvertes de lièges... une partie de ces lièges sont cultivés, les autres sont abandonnés à eux-mêmes. Il y a 12 ou 15 ans le froid les ravagea tellement que leur écorce n'a pu servir à faire des bouchons que depuis deux ou trois ans. L'écorce du liège ne commence à avoir l'épaisseur convenable que lorsque l'arbre a huit ou neuf ans. Pour enlever l'écorce, on la fend longitudinalement, ensuite on en ratisse les inégalités extérieures et on les aplanit sous une presse ». Et plus loin, il ajoute : « il y a à Nérac cinq fabriques de bouchons dont la matière est dans le pays qui se vendent principalement à Bordeaux ». Au cours d'une nouvelle tournée

¹ Le mot « Albret » est ici pris dans son sens moderne de « Pays d'Albret ». cf DELPONT (H) : *Le Pays d'Albret*, Saber, Lunel, 1987.

² TONNADRE (J) : *Revue de l'Agenais* 1971 p. 175 et Archives Départementales de Lot-et-Garonne Suppl. 2802-2803/III E 189.

³ DELPONT (H) : *Deux siècles d'économie en Albret*. Agen 1983.

⁴ Archives Départementales de Lot-et-Garonne (ADLG) III E 277/8.

⁵ Archives Historiques de la Gironde, tome 38.

en 1785, il ajoute⁶ : « Mézin est bâtie sur le penchant d'une colline, à 200 toises du confluent de la Gélise et de l'Auzoue et à 5 lieues de la Garonne. On y compte 1500 habitants environ et depuis vingt ans la population s'y est accrue d'un cinquième... Le chêne dans ce territoire a fait place au surrier ou arbre à liège. On estime que la forêt produit environ 6000 quintaux de liège... Le commerce de Mézin fournit tous les ans à Bordeaux environ 5.000 quintaux de liège qu'on achète sur les lieux 15 livres le quintal..., et 5 à 6000 livres de bouchons... »

Contrairement à la plupart des auteurs qui situent la naissance de la bouchonnerie vers 1835, nous avons démontré qu'elle remonte au moins au XVIII^e siècle : avant, pendant et après la Révolution, existe un petit artisanat bouchonnier qui traite 10 à 50 % du liège local et fournit au marché régional, parfois national lors des crises (guerres, notamment de la Révolution, Blocus Continental). Cet artisanat modeste emploie encore peu de monde, ainsi la statistique de l'An IX indique en Albret la présence de « 30 bouchonniers, 20 compagnons et 50 apprentis », au total 100 personnes.

Il est donc certain que la production de liège et la bouchonnerie de l'Albret sont antérieures à la Révolution. A l'époque cependant, il se produit dans la région beaucoup plus de liège qu'il ne s'en utilise, l'essentiel de ce liège étant exporté brut vers Bordeaux, par la Baïse, puis la Garonne. L'aire de production permet de comprendre pourquoi l'industrie du bouchon s'est implantée dans le val de Gélise, à proximité des forêts de liège créées sur les sables mieux drainés du rebord oriental du plateau de sable et sur l'axe de communication qui permettait de l'exporter.

Ainsi, de sa naissance au début du XIX^e siècle la bouchonnerie reste une activité modeste, n'utilisant qu'une partie du liège local qui l'a faite naître. La même statistique de l'An IX¹ nous renseigne : « le liège brut ou fabriqué va directement à Bordeaux. Les bouchons dans les départements voisins. De Bordeaux, le liège va à l'étranger, dans le Nord » et plus loin, « il s'est vendu cette année pour 125 000 F de liège, et 71 000 F de bouchons ». L'exportation des lièges bruts se poursuit d'ailleurs au-delà de l'Empire, puisqu'en 1825 un rapport de la sous-préfecture de Nérac mentionne que « depuis plusieurs années les fabricants n'emploient que des lièges dits "rebuts", le liège marchand s'exporte en Angleterre, Hollande », « L'Angleterre achète le plus beau liège en planches, aussi ne fabrique-t-on presque plus de bouchons longs² ».

Un document de 1851 (voir carte) donne une idée de la forêt des lièges d'Albret³ :

- Réaup :	1741 ha
- Barbaste :	127 4 ha
- Lisse:	780 ha
- Poudenas :	373 ha
- Sos:	308 ha
- Durance:	297 ha
- Pompiey :	165 ha
- La Réunion :	163 ha
- Mézin :	153 ha

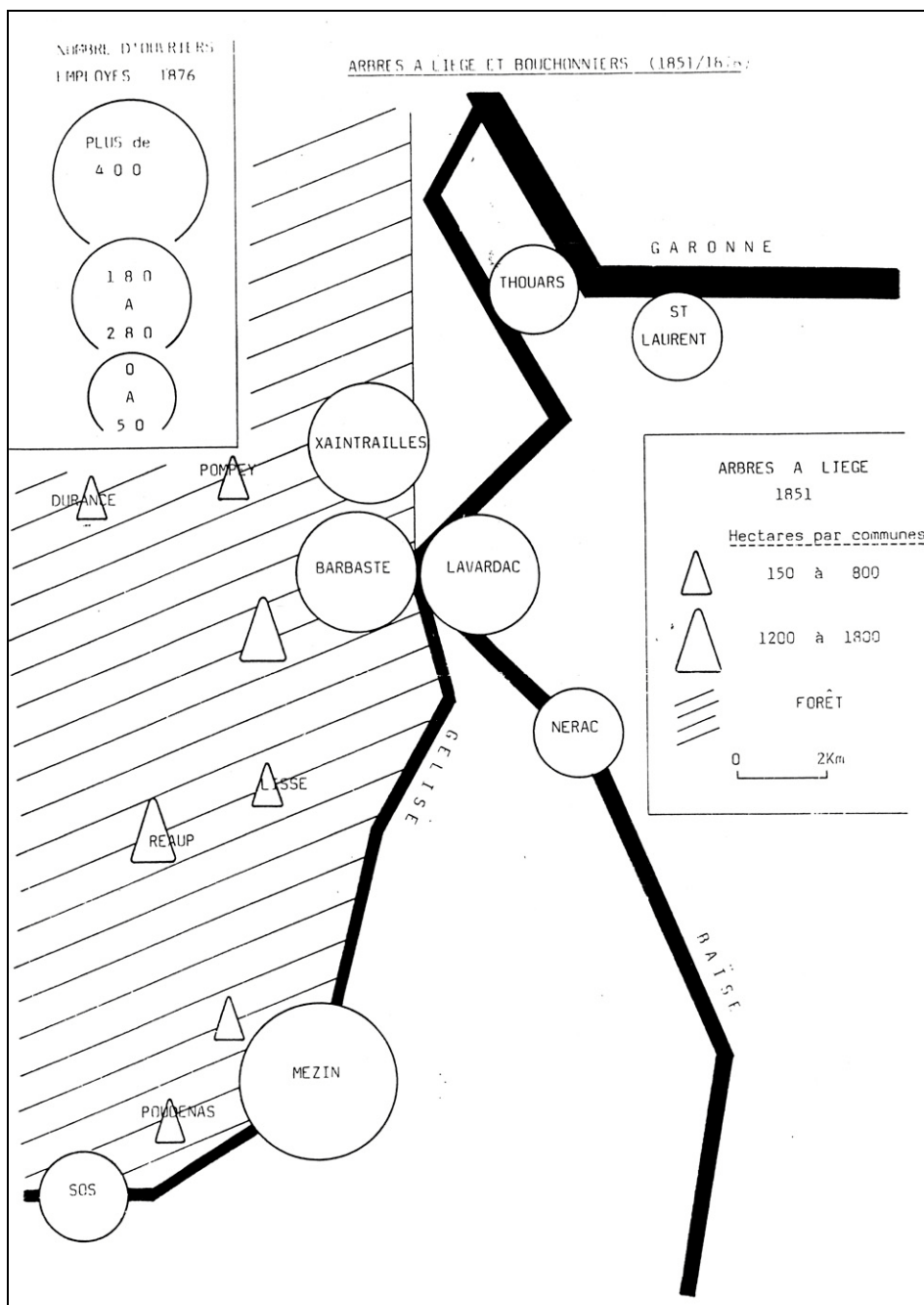
etc... l'ensemble pour un total de 5589 ha.

⁶ Archives Historiques de la Gironde, tome 35.

¹ AD 47 6 M 1.

² AD 47 6 M 27.

³ *Revue de l'Agenais* 1971 *op. cit.*



De l'artisanat à l'industrie

Pourtant, dès cette époque, la bouchonnerie a commencé son essor. Déjà, lors du Blocus Continental, de 1807 à 1810, la production locale s'était développée, au point d'employer 80% du liège. La région produit alors l'essentiel des bouchons fabriqués en France. En 1808, la seule ville de Nérac compte 10 fabriques et 50 bouchonniers qui éprouvent cependant la difficulté « du manque d'exportation ». C'est sous la Restauration que commence l'essor, véritable et durable. Après des débuts difficiles (entre 1816 et 1818 les fabriques sont « misérables », « en discrédit total¹ ») les années 20 marquent la rupture : entre 1824 et 1827 on ne compte pas moins de 64 fabriques, qui emploient 700 personnes (une faible partie travaille à domicile) et qui produisent entre 130 et 160 millions de bouchons par an. Dès lors et pour

¹ ADLG 02F5.

longtemps, la bouchonnerie devient la première industrie de main-d'œuvre du département.

A cette époque aussi se fixent certains caractères durables et originaux de la bouchonnerie : faible mécanisation (la seule machine sera longtemps la chaudière) ce qui explique le fort coefficient de main-d'œuvre (à l'époque 500 tourneurs et 100 coupeurs). L'activité, qui nécessite peu de capitaux est peu concentrée et se répartit dans un grand nombre d'ateliers. L'essentiel de la production va à Bordeaux pour être vendue aux quatre coins de la France et « quelquefois à l'étranger ».

L'effondrement de la production de liège

Mais la rupture du début du XIX^e siècle est double : au moment où se développe l'industrie du bouchon s'effondre la production du liège local. L'hiver de 1830 est une catastrophe pour les surrèdes de l'Albret. Le gel « a ravagé la forêt au point que dans certains cantons la presque totalité des chênes-liège a disparu, ce qui laissera le sol sans production pendant une génération² » ; « pour longtemps, il n'y a plus de bon liège... » ce qui provoque le début des importations de lièges d'Espagne et du Portugal.

Une fois lancé, ce mouvement ne s'arrêtera plus, au point d'entraîner l'effondrement progressif la production locale. Curieux destin que celui de ce liège dont l'Albret fut longtemps exportateur, et dont la production s'effondra lorsque la demande pour l'industrie locale explosa...

Trois facteurs expliquent cet effondrement : les conséquences de l'hiver 1830, qui obligent à faire appel à la redoutable concurrence des lièges ibériques, le fait que la production locale n'aurait pas suffi aux besoins de l'essor de cette industrie (10 des 50 000 quintaux nécessaires), enfin l'essor et l'importation de lièges d'origine coloniale. Selon un rapport établi localement, il se produisait en 1828 3 à 400 000 quintaux de liège en Europe (100 000 au Portugal, 80 000 en Catalogne, 30 000 en Sardaigne, 10 000 dans le Sud-Est Roussillon-Var-Corse), et 10 000 dans la région de Séville). A ces lièges, viendront s'ajouter ceux d'Afrique du Nord dans le cadre de la colonisation de l'Algérie, dont les importations supplanteront les lièges de la péninsule Ibérique à partir de 1860-1870.



Ainsi, dès 1830, commencent à être importés quantité de lièges d'Espagne et du Portugal, qui sont relayés cinquante ans plus tard par les lièges d'Algérie³. Dans ce contexte la production locale ne cesse de dépérir, au point que sa chute paraît consommée vers 1900. En 1905, il ne se produit plus que 250

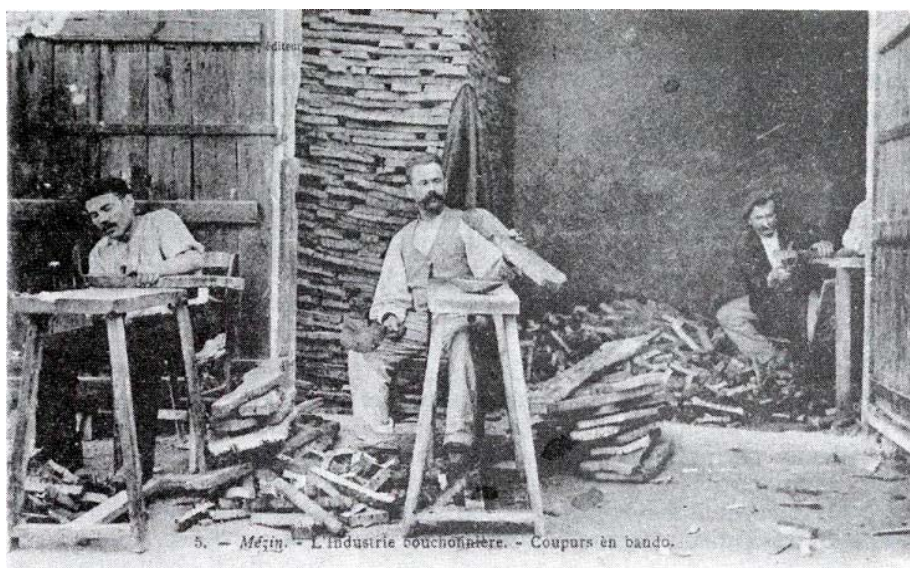
² ADLG 6M 27.

³ Rappelons que le nom de l'entreprise HPK (la plus importante des trois entreprises de liège qui subsiste en 2006) signifie : « Hammadas de Petite Kabylie »...

quintaux de liège en Albret. Malgré quelques tentatives de relance, comme ce mémoire de 1862⁴ qui appelle à la constitution d'un syndicat de producteurs, la chute paraît alors si irréversible que les producteurs n'envisagent même pas de pouvoir reconquérir le marché local, leur objectif étant de se réimplanter sur l'ancien marché anglais ! En fait, il semble que malgré quelques périodes de rémission comme par exemple celle de Vichy⁵ (5500 quintaux en 1944) la production est quasiment abandonnée dès le début de ce siècle, pour l'être totalement aujourd'hui. Un projet de relance de la production de liège, évoqué il y a quelques années, semble aujourd'hui enterré.

L'apogée de la bouchonnerie

Paradoxalement, c'est au moment où le liège local est abandonné que se développe l'industrie bouchonnière : entre 1857 et 1859¹ elle emploie plus de 1000 personnes autour de deux grands pôles, Mézin et la confluence Gélise/Baïse. « A Mézin 41 fabriques emploient 580 personnes. Dans les communes de Lavardac, Barbasté, Xaintrailles, Thouars, hommes, femmes et enfants travaillant soit dans des ateliers soit à leur domicile, de 500 à 550 personnes de tous âges et il n'y a jamais de chômage ». Et pendant que les producteurs de liège se plaignent de la baisse du brut à cause de la concurrence étrangère, la situation de la bouchonnerie est florissante jusqu'en 1857. A Mézin, un négociant bordelais, Darthez (le cas se retrouve de bordelais créant à Mézin des bouchonneries) a ouvert une fabrique qui emploie 100 ouvriers qu'il a « enlevé » à ses confrères par des hausses de salaires que ces derniers ont dû suivre.



De 1857 à 1864, l'activité bouchonnière connaît des difficultés. C'est d'abord la Guerre des Indes qui occasionne une brusque récession à Mézin dont une partie des bouchons « sont expédiés dans les Indes par Bordeaux », au point qu'en octobre 1857 le Maire Daliès, déplore que « depuis le début de la guerre, la place de Mézin est encombrée de marchandises² ». En 1862, la guerre de Secession provoque de nouvelles difficultés d'écoulement. Pourtant, même dans cette période, le nombre d'emplois reste voisin

⁴ 20 PL3/12 Archives Départementales de Lot-et-Garonne. Ce mémoire est signé par MM. le Marquis de Pompignan, Caupenne frères, J.-B. Truant, Lesueur de Pères, etc. On y lit notamment: « Nos lièges sont dépréciés en Angleterre... Rallions-nous au grand principe de l'Union... on sait que jusqu'en 1830 il ne se travaillait pas une planche de liège marchand dans l'arrondissement de Nérac, et que tout le liège s'expédiait et se vendait en Angleterre où il était ensuite fabriqué ».

⁵ TONNADRE (J), *op. cit.*

¹ ADLG 6 M 28 et 6M 29.

² ADLG 6 M 29

de 1000.

A partir de 1864, la reprise est nette : 84 fabriques emploient près de 1100 ouvriers et le document indique que « les résultats sont bons ». Dix ans plus tard, ce sont à peu près les mêmes chiffres: 86 fabriques et 1068 ouvriers, payés aux pièces pour 10 heures de travail journalier en 1874. L'activité, qui a un peu baissé pendant la guerre de 1870 (59 fabriques et 991 ouvriers en mars 1871 avec « une légère reprise ») semble bonne par la suite. Entre 1874 et 1884 le nombre d'entreprises se situe autour de 80, employant 1200 et 1400 personnes.

Nous reproduisons deux tableaux qui montrent la situation de la bouchonnerie en 1876 et 1884-1885⁴. De ces tableaux se dégagent trois conclusions essentielles :

- l'activité bouchonnière reste centrée sur le Val de Gélise, avec les deux pôles principaux de Mézin et de la confluence. Quelques centres secondaires existent, permanents (Nérac) ou temporaires (Sos, Thouars, Saint-Laurent, plus tard Poudenas, Vianne) ;

- cette activité, malgré un début de mécanisation (1872 introduction de la machine rabot³) reste peu concentrée dans un grand nombre d'ateliers d'importance variable (de 2 à 100 ouvriers) qui nécessitent beaucoup de main-d'œuvre et peu de capital. C'est la différence essentielle avec l'autre grande activité de l'époque, la minoterie⁴, véritable industrie moderne qui mobilise beaucoup de capitaux, mais peu de main-d'œuvre.

- La main-d'œuvre est peu qualifiée et est autant féminine que masculine (avec tant que cela sera autorisé un petit nombre d'enfants). L'importance de la main-d'œuvre féminine contraste avec l'idée fautive d'un travail ouvrier féminin qui n'apparaît qu'au XX^e siècle. Par ailleurs, il faut aussi insister sur l'existence d'un important travail à domicile, que les statistiques ne prennent pas toujours en compte.

Enfin, vers la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, les besoins de la production provoquent l'afflux d'une main-d'œuvre qualifiée à Mézin⁵ et Barbaste en provenance des bouchonneries catalanes, alors qu'à la même époque cette production tend à se diversifier, avec des formes de concentration capitaliste (agglomérés, semelles, rondelles, etc...). Ainsi, en 1906⁶ est créée l'usine de Lassérons à l'emplacement d'une ancienne minoterie spécialisée dans la fabrication des agglomérés de liège qu'« elle produit à raison de 2500 tonnes par an ».

Mais c'est au début du XX^e siècle, jusqu'en 1940 que la bouchonnerie atteint son apogée. Le décor est définitivement planté: grand nombre d'ateliers que dominent quelques patrons (par exemple Dussabat et Duplan à Mézin) et une nombreuse main-d'œuvre. Selon J. Tonnadre¹ il y avait en 1914 soixante dix fabriques employant 2500 personnes, ce qui permettrait de conclure à une apogée à la veille du premier conflit mondial. L'appréciation est peut-être exagérée: les rôles d'imposition de la patente de 1910, ne mentionnent que 810 ouvriers bouchonniers pour les trois centres de Mézin, Lavardac et Barbaste, employés dans 50 bouchonneries². Sans doute, manquent ici les bouchonneries de Nérac, Xaintrilles ainsi que les personnes travaillant à domicile. A cause de ce travail à domicile il est bien difficile de se faire une idée exacte du nombre d'emplois réel de la bouchonnerie. Pour notre part, nous le situons dans ce premier tiers du siècle autour de 2000 emplois. .

Après une baisse pendant le premier conflit mondial, le nombre de bouchonniers remonte ensuite

⁴ ADLG 6 M 30. 18. et TONNADRE (J) *op. cit.*

³ TONNADRE (J): *op. cit.* et DOUSSY (G) : *Le liège et son histoire*, Nérac, 1986.

⁴ DELPONT (H) *op. cit.*

⁵ Renseignement fourni par M. PALACIO de Mézin, confirmé par les archives départementales de Lot-et-Garonne. Grèves M 1889-1935.

⁶ TONNADRE (J) *op. cit.*

¹ TONNADRE (J) : *op. cit.*

² ADLG 2P 53/185/219.

rapidement : de 450 en 1917, à Mézin, il remonte à 1 000 en 1919³. En 1924, il est de 450 à Lavardac-Barbaste (non compris le travail à domicile, alors qu'apparaît une nouvelle machine, la tubeuse). Pendant et après le second conflit mondial il est encore égal ou supérieur à 1000⁴.

Le déclin de la bouchonnerie

Le déclin de l'industrie du liège commence véritablement avec la deuxième moitié du XX^e siècle. En 1953, la Chambre de Commerce d'Agen regrette que « le liège traverse une crise grave⁵ ». En 1959, le nombre d'emplois tombe à 600, 371 en 1968. S'ils sont encore 400 en 1979 et plusieurs centaines pendant les années 80, ils ne sont plus aujourd'hui qu'une cinquantaine, un peu comme si la fin du second millénaire devait marquer la fin de la plus vieille industrie locale. L'entreprise HPK, qui employait encore 150 personnes en 1980, n'en emploie plus que 30 aujourd'hui et il n'en subsiste que deux ou trois autres, Eco-liège à Barbaste, Barrère à Lavardac, et Giraud à Mézin⁶.

A l'origine de ce déclin, les documents allèguent la concurrence étrangère, l'apparition de nouveaux produits (plastique) auxquels ont répondu certains efforts de modernisation et de spécialisation (liège halieutique, jouet, bâtiment...). Ces efforts n'ont manifestement pas été suffisants, à l'époque où la croissance des « Trente Glorieuses » exigeait une mutation profonde de la production. Le résultat est connu : Un long déclin de l'activité bouchonnière transféré en d'autres lieux.

Pourtant, deux choses nous le font plus que regretter : le liège a été la grande industrie peuplante de l'Albret. Avec ce double avantage du nombre d'emplois, et d'emplois féminins. Par ailleurs, si l'industrie locale se meurt, le liège a de l'avenir, ne serait-ce que parce que la France est le premier producteur de vins de qualité.

En tous cas, on regrettera cette évocation: « Au siècle dernier, on pouvait voir, sur la cale de Lavardac, des balles de liège et des sacs de bouchons assemblés avant d'être embarqués. Dans l'air flottait une odeur de liège bouilli assez écœurante. La combustion des déchets de liège dans les foyers des chaudières y ajoutait une senteur plus âcre. Souvent une poussière jaunâtre, rejetée par les usines hydrauliques couvrait les eaux de la Baïse ».

³ ADLG M 1889-1935 « Grèves ».

⁴ CHEVALIER (M) : RGPSO 1943. CHARRIÉ (JP) : « L'industrie en Lot-et-Garonne », RESO n° 1 1984.

⁵ ADLG 37 PI 2/17.

⁶ 37 PI 1/1 et 1/5 AE du 47 1960 et 1969. J.-P. CHARRIÉ OP. cit.

1876	NOMBRE D'ATELIERS'	OUVRIERS EMPLOYÉS
MÉZIN	46	440
XAINTRAILLES	4	280
LAVARDAC	12	180
BARBASTE	10	180
NÉRAC	4	49
THOUARS	2	45
SAINT-LAURENT	1	16
SOS	2	12
		1202

1884 1885	NOMBRE d'ateliers	EMPLOIS masculins	EMPLOIS féminins	ENFANTS	TOTAL
MÉZIN	8	192	145	15	352
LAVARDAC	16	172	198	14	384
BARBASTE	8	107	130	10	247
XAINTRAILLES	4	79	115	5	199
NÉRAC	8	62	43	5	110
SOS	9	30	35	8	73
					1335

D'après 6M 30 ADLG.

II / LES BOUCHONNIERS DU VAL DE GÉLISE UNE FORTE TRADITION OUVRIÈRE

Lorsqu'en décembre 1851 Louis-Napoléon Bonaparte réalise son coup d'Etat qui met un point final à la II^e République, il sont près de 2000 en armes à Barbaste pour tenter de l'empêcher et défendre « la République démoc-soc ». Parmi eux, nombreux sont les bouchonniers, peut-être 200 puisque sur une liste de 200 noms nous avons trouvé 10 % de bouchonniers, dont une femme¹. En même temps qu'elle naît, la classe ouvrière bouchonnière s'affirme. Par ses idées, ses formes d'organisation, ses luttes, elle constitue très tôt et pour longtemps une solide tradition ouvrière.

Au point qu'à peine née, elle inquiète : le registre des délibérations du Conseil municipal de Lavardac mentionne, le 13 février 1853, que sur 600 ouvriers (200 mariniers, 100 tonneliers pour l'eau-de-vie) se trouvent 250 bouchonniers « qui auraient besoin d'une surveillance spéciale ». Pourquoi cette attention particulière ?

1848 ou la naissance d'une conscience ouvrière en Lot-et-Garonne

Dans son étude sur les communes de Barbaste, Lavardac, Xaintrailles² Pierre Robin a montré l'irruption des bouchonniers de l'Albret dans l'histoire locale, dès 1848.

Dans « l'illusion lyrique » qui succède à la Révolution de février, les bouchonniers, de Mézin à la confluence, sont particulièrement dynamiques : manifestations, banquets rassemblant des centaines voire des milliers de personnes à Xaintrailles, Barbaste, Thouars... tous villages qui, nous le savons, comptent de nombreux bouchonniers.

Si ces derniers ne sont pas seuls dans le mouvement³, ils y jouent un rôle essentiel, élaborant et propageant un courant idéologique qui pour être nouveau n'en sera pas moins durable. L'enthousiasme du moment va de pair avec l'éclosion d'idées nouvelles et dérangeantes. P. Robin rapporte les slogans qui apparaissent alors « Le peuple aime l'ordre - La volonté de tous règne - Le travail est la vie - L'égalité donne la paix - L'union fait la force - Aux ouvriers - Au socialisme selon la loi du Christ »...

Dans ce Lot-et-Garonne rural, majoritairement gagné aux idées d'ordre et au conservatisme social de l'empire puis de la III^e République, voilà que tranchent nos bouchonniers : avec eux s'affirme un courant nouveau, démocratique, social et fraternel que symbolise l'idéal d'une République égalitaire et solidaire. Pour comprendre cette éclosion, il faut insister sur les conditions originales de la production : malgré et à cause des conditions de vie et de travail difficiles (maigres salaires qui obligent au travail féminin, voire enfantin, journées de 12 heures, peu de loisirs) nous avons là entre 1000 et 2000 ouvriers et ouvrières qui vivent un sort commun soit à domicile, soit dans une poussière d'ateliers d'importance fort variable. Pas de grande fabrique abrutissante, mais des ateliers où l'on peut parler avant de retrouver les collègues sur la place du village ou dans les nombreux cafés. Ajoutons que si quelques gros patrons donnent le ton, beaucoup sont d'anciens ouvriers qui ont monté leur petite affaire et qui se sentent encore ouvriers. Significative est à cet égard la présence, parmi les insurgés de décembre 1851, de petits fabricants comme Cadeillan à Barbaste ou les Soubiran de Mézin.

D'ailleurs la revendication d'une république sociale ne met pas en cause la propriété. Elle vise seulement à la limiter, et se double d'une profonde aspiration à l'esprit d'entraide et de solidarité. Nous

¹ La Résistance Républicaine au Coup d'Etat du 2 décembre 1851 dans le Néracais. in. DELPONT (H) et ROBIN (P) *RA*, n° 1 - 1984 et n° 1 - 1985.

² ROBIN (P) : La vie de trois communes de l'Albret pendant la II^e République *Bul. Soc. des Amis du Vieux Nérac*, n° 1 - 1985.

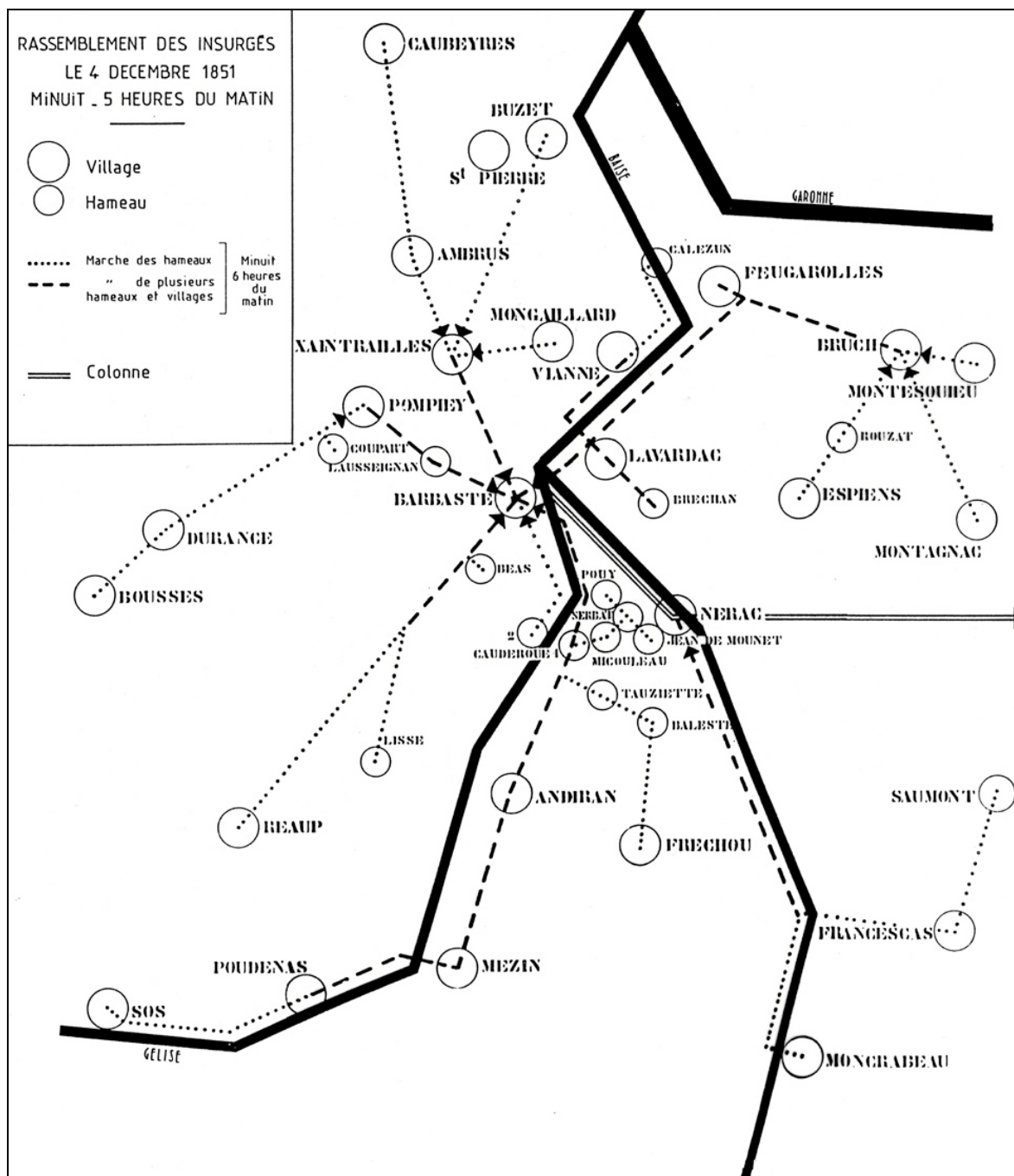
³ DELPONT(H) et ROBIN (P) *op. cit.*

retrouverons cet esprit jusqu'aux années noires de Vichy, mais déjà à côté des mots il y a les choses. Et alors que la « République sociale » s'estompe à mesure que s'abat la répression à partir de 1849¹, P. Robin montre combien l'élan de solidarité n'est pas un vain mot de chez les bouchonniers lorsque tombent les révocations d'instituteurs : des listes de souscription sont ouvertes où participent des centaines de gens dont beaucoup de bouchonniers, ou ceux qui, voulant garder l'anonymat signent non sans humour « un rouge qui veut mourir pour la République », « un écarlate » ou « un cramoyse »...

Beaucoup moins humoristique sera, au lendemain de l'insurrection de décembre 1852, la répression de ce nouveau courant. La peur des gens de l'ordre devant la colonne d'insurgés qui partie de Barbaste s'ébranle par Nérac jusqu'aux portes d'Agen, provoque une véritable chasse à l'homme dont l'aboutissant sera la déportation. Treize bouchonniers paieront ainsi leur attachement à la République des petits².

¹ ROBIN (P) *op. cit.*

² DELPONT (H) et ROBIN (P) *op. cit.*



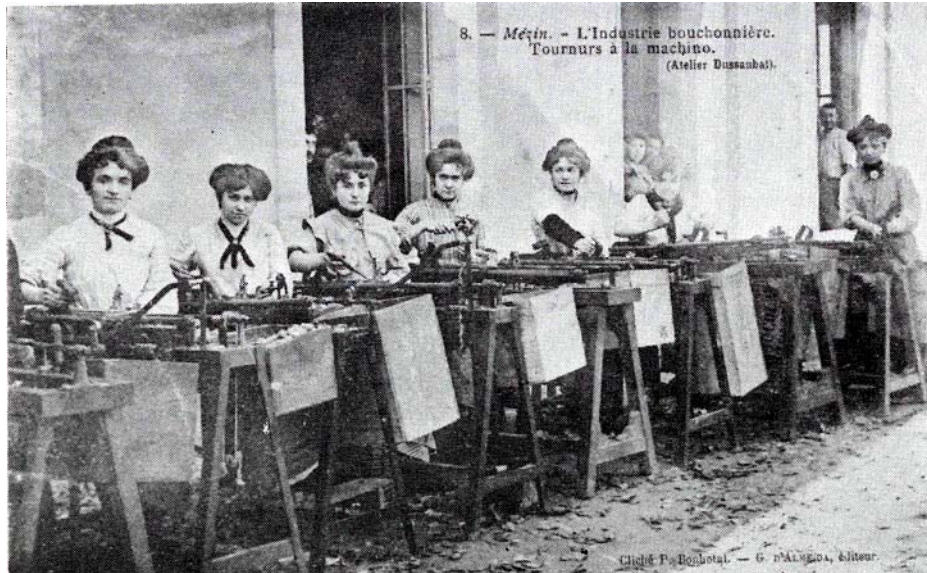
Le temps de l'organisation 1890-1920

Le 20 avril 1894, le Commissaire de police de Lavardac³ adresse au préfet un rapport sur « La Chambre syndicale des ouvriers bouchonniers de Lot-et-Garonne, section Lavardac-Barbaste ».

Ce rapport mentionne la création récente d'un syndicat ouvrier dont les réunions doivent avoir lieu tantôt à Barbaste, tantôt à Lavardac. Plusieurs réunions ont déjà eu lieu où « il n'a été question que d'adhérents nouveaux et de versements mensuels ». Le reste du rapport indique que les patrons ne croient pas à sa durée, le Commissaire a pris toutes précautions pour « donner un compte rendu exact des réunions », pour le moment « le bureau ne paraissant préoccupé que du recouvrement des cotisations et

³ ADLG 4 M 167.

ce n'est naturellement que du jour où ils posséderont certains capitaux qu'ils essaieront soit de se mettre en grève... soit de former des ateliers syndicaux. Ce n'est que de ce moment qu'ils peuvent devenir dangereux... ».



Ce moment viendra. Pour l'heure, contentons-nous de constater la naissance de ce syndicat ouvrier, l'un des premiers sinon le premier du département. (La CGT ne naîtra que l'année suivante). D'ailleurs pour le 1^{er} mai suivant, le Commissaire note que si les ouvriers se sont rendus à leur travail, certains se sont demandés s'il « fallait fêter le 1^{er} mai par des réjouissances ou en arborant des signes de deuil ».

L'organisation syndicale constituée, l'organisation politique ne tarde pas à suivre : l'année suivante, le sous-préfet écrit au Commissaire de Lavardac⁴ : « Un comité socialiste dit Comité du Parti ouvrier vient de se former à Nérac et je sais que les organisateurs comptent sur l'adhésion d'un certain nombre de bouchonniers socialistes de Lavardac et de Barbaste pour former le noyau de ce parti dans l'arrondissement ». Le sous-préfet demande le nombre, le nom et l'âge des ouvriers susceptibles d'adhérer à ce parti ouvrier.

En septembre, nouvelle lettre au sujet d'une réunion socialiste, qui, cette fois, se réunit un dimanche au café Goudin de Barbaste, avec Léo Meillet de Marmande et Trouillé d'Agen comme orateurs. Le sous-préfet s'inquiète : les socialistes seraient 50 au lieu de 30 et certains Espagnols (Dossa chez Buxo et Sanchez chez Fillastre) sont à surveiller avec plus d'attention.

Le dimanche 22 décembre, une nouvelle conférence sur « le socialisme moderne, le but et la méthode du parti ouvrier » se tient au théâtre de Barbaste. Enfin, le 8 septembre 1897 se tient à Nérac une nouvelle réunion sur « le socialisme et ses bienfaits » à la salle Saubiac, avec de nombreux bouchonniers et en présence de Zévaès, dirigeant national du POF (Parti Ouvrier Français, fondé en 1892). On le voit, la répression n'a pas fait disparaître les idées socialistes qui ont germé au milieu du siècle. Au point que la fin du siècle voit enfin l'organisation syndicale puis politique de la bouchonnerie du confluent.

Encore une fois, elle est à l'avant-garde du département : c'est à ce moment que dans les grands centres ouvriers naissent les syndicats ouvriers après l'hécatombe de la commune de Paris qui a durablement affaibli le mouvement ouvrier.

Dans les autres centres du département aussi les choses évoluent ! Zévaès tient meeting à Casteljaloux où des grèves éclatent en 1897, un syndicat se crée à Fumel, mais nulle part la double structuration syndicale et politique n'apparaît aussi clairement qu'à Lavardac/Barbaste. Au point que

⁴ ADLG 4 M 179; 26 août 1895.

Mézin apparaît en retrait du mouvement. Le retard Mézinais sera pourtant comblé en 1917.

Avant de conclure sur l'organisation du mouvement ouvrier bouchonnier, quelques mots de son évolution. On sait en effet qu'il se divise en décembre 1920 au Congrès de Tours où naît le Parti Communiste entraînant aussitôt la scission syndicale entre la CGT d'obédience socialiste et la GTU d'obédience communiste. Connaissant le radicalisme des bouchonniers, on se doute du choix que fut le leur : à partir de 1921, la Chambre syndicale fut un des piliers de la CGTU que dirigea Ernest Sarrou jusqu'à la réunification de 1935 et le parti socialiste se mua en Parti Communiste avec des dirigeants bouchonniers locaux qui s'appelèrent: Amat, Dio et Badjoint.

Le temps des luttes 1917-1985

Le 1^{er} août 1917¹ au milieu de cette année charnière de la grande guerre, une grève éclate chez Dussaubat à Mézin. Ce sont d'abord 50 ouvriers qui débrayent, bientôt suivis de l'ensemble du personnel de l'usine (180 ouvriers) puis de l'ensemble des ouvriers de Mézin : au total 500 grévistes qui demandent une augmentation de salaire. La grève dure 12 jours, marquée par la constitution d'un syndicat, la tentative de conciliation du député Rontin et par une victoire partielle, les patrons ayant accédé à la demande des ouvriers, sauf Dussaubat qui n'a consenti qu'une augmentation insignifiante.

Lors de cette grève, les autorités suspectent à nouveau particulièrement « l'élément espagnol », dont l'un des membres « José » est suspecté d'être le meneur. Le député Rontin a même « recommandé aux grévistes de ne discuter de leurs intérêts qu'entre ouvriers français », quant au vice-consul d'Espagne, il assure au préfet que « la mentalité des ouvriers espagnols n'est nulle part aussi mauvaise qu'à Mézin » où ils auraient constitué un « cercle ou un cabinet de lecture ». Nous verrons que la recherche de boucs émissaires dans la communauté étrangère d'alors pour expliquer l'agitation ouvrière (déjà observée en 1895) est une constante de la part des autorités.

Lancé en cette année 1917 après trois années d'une guerre longue et meurtrière, cette grève exprime au même titre que les mutineries sur le front et d'autres grèves qui se déroulent alors dans le pays, la lassitude de la guerre et des lourdes privations qu'elle a entraîné. Significative est la réaction patronale qui accorde satisfaction aux grévistes.

Le 29 juillet 1919, à nouveau les bouchonniers mézinais entrent en action pour une grève qui durera jusqu'au 25 août. Mais cette fois, le mouvement échoue et les grévistes (qui n'étaient que 300 sur les 1000 bouchonniers) devront reprendre le travail aux anciennes conditions². A noter que par solidarité avec ceux de Mézin, 32 des 63 ouvriers bouchonniers de Nérac des Etablissements Duplan et Dussaubat ont cessé le travail du 8 au 25 août sans plus de résultats que leurs collègues de Mézin, et que dans cette grève, le Maire de Mézin, le sous-préfet et le préfet suspectent encore « l'élément espagnol ».

En 1924, changement de décor³. C'est la longue grève des bouchonniers de Barbaste-Lavardac. Le lundi 21 avril, la grève est déclenchée par le syndicat dans deux usines, David et Billac. La tactique est habile, puisqu'il s'agit de créer une brèche dans le front patronal, tout en faisant jouer la solidarité pécuniaire dans les autres usines à l'égard des grévistes.

Les patrons ne s'y trompent pas, qui « lock-outent » toutes les usines du confluent le lundi suivant 28 avril. Au lieu de 80, ce sont 450 ouvriers qui sont au chômage. Malgré les avances du syndicat des bouchonniers par la voix de Georges Laverny, son secrétaire, les nombreuses tentatives de conciliation du juge de Paix, le conflit s'éternise, à cause de l'intransigeance du syndicat patronal qui préside

¹ ADLG M. 1889-1935.

² ADLG M. 1889-1935.

³ ADLG M. 61.

Defontaines qui se plaint, déjà, de la concurrence de l'Espagne et du Portugal.

Pourtant les ouvriers, qui s'organisent pour tenir en créant une fabrique coopérative de paillons, en envoyant 40 ouvriers travailler chez Duplan à Mézin, et d'autres « dans les bois ou à la campagne » ne réclament que les mêmes salaires que ceux payés à Mézin. Le 5 mai, les patrons lèvent le lock-out mais seulement 80 ouvriers reprennent le travail sur 450. Et pendant que le syndicat modère ses revendications (de 30 % elles passent à 15 %), au début juin c'est encore l'impasse : les patrons refusent toute augmentation.

Finalement, le front patronal se brise le 10 juin. Billac, puis Dubois le lendemain, signent un accord qui reconnaît le syndicat ouvrier, et augmentent les salaires, bientôt suivis de Labat, Caton. Ils démissionnent du syndicat patronal. Le 18 juillet, 217 ouvriers ont repris le travail. Il reste 93 grévistes au chômage, 25 femmes à la coopérative de paillons et 115 ouvriers qui se sont casés ailleurs. Le conflit n'en finit pas de durer au point que le juge de Paix adresse au préfet une note qui dénonce la trop grande intransigeance patronale.

La suite de cette grève vaut d'être contée. Pour employer les ouvriers non réembauchés, le syndicat fonde la Société coopérative « Le Liège » qui durera jusqu'aux années 50 d'abord près de la gendarmerie de Lavardac, puis dans un grand immeuble du boulevard central vendu par le poète-écrivain proche des bouchonniers Louis Larigaudière.

Cette usine qui fabriquait à la main les meilleurs bouchons eut histoire florissante, embauchant les ouvriers licenciés, défiant le syndicat patronal, sorte d'enfant chéri de la classe ouvrière bouchonnière fière de sa production, la meilleure qualité du Lavardacais.

Ses dirigeants s'appelaient Badjoint, Capot, Amat (comptable et représentant). Après la guerre, la coopérative finit par fermer : prise entre l'impossibilité d'investir dans des machines du fait du blocage des banques, et la nécessité d'embaucher des syndiqués alors que l'emploi se rétrécissait, la coopérative finit par disparaître après plusieurs dizaines d'années d'existence. Une Lavardacaise se souvient des 1^{er} mai des années du Front populaire, « de ces défilés où nous allions en long cortège fleurir la tombe de cet écrivain, Larigaudière... »

En 1927 et 1928¹, ce sont d'importantes grèves à Mézin. Sur 239, 180 bouchonniers de chez Duplan cessent le travail à la suite d'une baisse des salaires de 25 %, le 14 octobre 1927. Malgré diverses tentatives de conciliation, le conflit dure un mois sans autre résultat que le débauchage de 120 ouvriers, le patron n'en réembauchant que 110. Encore une fois, la solidarité ouvrière a joué par des souscriptions, et « vraisemblablement une caisse communiste ». Malgré cela, le syndicat sort affaibli de cet échec : la preuve, c'est que tous les autres patrons de Mézin imposent une baisse des salaires de 12 % et que l'année suivante, en février, le syndicat des bouchonniers aidé d'un représentant d'Agen, l'avocat Pérau, accepte une diminution de 15 % des salaires après une grève de 2 jours. A ce moment, une cinquantaine d'ouvriers sont au chômage.

Curieusement, nous n'avons pas trouvé de grèves de bouchonniers en 1936. Il faut attendre 1937 pour qu'à nouveau les bouchonniers Mézinois entrent en lutte : du 26 au 30 janvier, 300 bouchonniers occupent leurs usines chez Dussabat (160) à la SIÇ (180) chez Roland Buzet (30) et Sourbès² (15).

Nous arrivons aux dernières luttes de l'après-guerre, des années 50 à nos jours pour empêcher le déclin et les licenciements.

Pourtant dans la nuit de Vichy, une belle histoire vaut d'être contée.

¹ ADLG M4 1^{er} mai 1892-1931.

² ADLG M 4 grèves 1936-1937.

On sait que le régime de Vichy n'aimait pas les militants ouvriers, particulièrement communistes¹. Ainsi en septembre 1940, Irénée Amat l'un des dirigeants communistes de Lavardac, militant syndical du liège - on a vu qu'il était l'un des responsables de la coopérative - est arrêté. Avec les députés, il connaîtra ce que les communistes appellent « le chemin de l'honneur » : les camps d'internement de Buzet, Gurs, Nexon puis la déportation en Algérie (Djelfa puis Bossuet) dont il ne fut libéré qu'en 1943 avant d'entrer dans la Résistance. Sa fille raconte² l'extraordinaire élan de solidarité autour de sa famille pendant toute la période : « Une collecte était organisée dans chaque usine. C'était Badjoint qui collectait et chacun donnait un peu. Au total cela faisait presque l'équivalent de son salaire. Cela dura 3 ans, jusqu'à son retour. Ce fut fantastique, sans cette solidarité ouvrière, nous n'aurions pas pu vivre.

« Mon père mourut un premier mai, le 1^{er} mai 1972. A son enterrement, on ne voyait que des ouvriers³... ».

Pendant près de deux siècles, la bouchonnerie a fait la vie du Val de Gélise, animant ses ateliers, fixant une population nombreuse, créant une solide tradition ouvrière. L'aube de la croissance de l'après-guerre amorce son déclin. Le paradoxe n'est qu'apparent, tellement les structures de cette industrie étaient inadaptées au développement qui s'annonçait.

Avec la disparition de l'activité résinière dans la forêt de pins, on ne peut que regretter l'abandon de la production de liège et la le long déclin de l'industrie bouchonnière qui vit peut-être ses derniers instants. Ces activités pouvaient-elles être sauvées ? Le débat dépasse le cadre de cet article. Contentons-nous de ce constat : rien n'est venu suppléer au liège. Et la place de Mézin où trône la statue du Président Fallières où l'on voyait jadis voir danser les bouchonniers, au sortir du travail, est aujourd'hui bien déserte.

Narrosse, juin 2006. Hubert DELPONT.

BIBLIOGRAPHIE

Bulletin des Amis des Côtes de Buzet n° 13 1969

GERMAIN-DOUSSY (D) : *Le liège et son histoire. L'industrie du liège en Lot-et-Garonne*, Nérac, 1986, 99 p.

MM. SAINT-MARTIN et BOUYGARD : « Que d'histoires pour faire sauter un bouchon », *Revue de l'Agenais*, n° 1 1971, p. 175

TÖNNADRE (J) : « Le chêne liège et l'industrie des bouchons dans le Néracais », *RA*, 1971.

CHEVALIER: Les agglomérations industrielles et urbaines de la région de Nérac. *R.G.P.S.O.* 1943.

DOUSSY M. : *L'industrie du liège en Lot-et-Garonne*. DES Institut de géographie Université de Bordeaux II 1947.

CHARRIÉ (J.-P.) : L'industrie en Lot-et-Garonne. *Revue économique du Sud-Ouest* N°1, 1984.

¹ *Ami si tu tombes*. Agen, 1984.

² Entretien avec Mme. G.

³ Souvenirs de Mme G. née AMAT.